

[juin 1978]

unef - inform

* EDITORIAL *

Depuis Mars, le Gouvernement a « mis le paquet » : hausse brutale des tarifs publics, déblocage des prix, fermeture massive des entreprises, plan dérisoire sur le chômage des jeunes. Hausse des tarifs des chambres en Cité U., clôture des inscriptions prévue à Paris, limitation du nombre des étudiants étrangers en France, saccages multiples aux examens.

C'est à une brusque aggravation de leur situation que la population, les étudiants sont donc confrontés.

Oui, être étudiant, ou plutôt le rester, en Juin 78, au moment où les examens polarisent toute notre vie d'étudiant, est un combat permanent.

Le Gouvernement tente d'appliquer à marche forcée sa politique.

Cependant, sa marche de manœuvre est étroite : non seulement près de 50 % des Français se sont prononcés pour un changement de politique, mais des secteurs entiers entrent en lutte sur leurs revendications, que ce soit à la R.A.T.P., dans les hôpitaux, chez Renault, Boussac, Terrin, ou pour toutes les Vosges.

A cela, le Gouvernement répond à la fois par la démagogie et l'autoritarisme pour décourager et désamorcer les luttes.

Arguant d'une certaine « ouverture sociale », il envoie la police expulser les travailleurs de Renault.

Mais partout où des secteurs entrent en lutte, des acquis importants sont remportés. En témoignent pour l'Université les plus de 250 acquis locaux dénombrés au niveau national depuis les législatives, en témoignent le blocage du ticket de Restau-U. depuis près d'un an, l'abandon du dossier scolaire.

Il s'agit donc pour l'UNEF, malgré la période de l'année, de développer la lutte partout, et notamment sur deux problèmes particulièrement préoccupants :

LES EXAMENS : en intervenant sur tous les problèmes, en ne négligeant aucun cas particulier, aucune revendication.

LES INSCRIPTIONS : en exigeant que tous les étudiants puissent s'inscrire, en organisant l'action auprès des lycéens, des étudiants étrangers,

Ainsi, c'est dès maintenant qu'il faut se battre, donner les moyens aux étudiants de se servir de l'outil qu'est l'UNEF.

Le rassemblement des élus et des responsables des comités de l'UNEF, les 16 et 17 Juin, les 8 HEURES DE « CAMPUS », le 17, seront un moment important de ces luttes.

Les élus des étudiants y diront la situation des Facs et prendront les décisions pour développer les luttes, imposer des reculs à SAUNIER, qui nous reçoit pour la première fois depuis 25 mois, et préparer une rentrée dans l'action.

Didier SEBAN.

Un premier bilan.....

Le Collectif National de l'Unef a mis en lumière la démagogie du Gouvernement qui, sous l'aspect d'une volonté d'ouverture répétée, veut cacher la réelle aggravation de sa politique. Ses promesses sur le SMIC sont bien loin, le souhait de Valéry Giscard d'Estaing d'une plus grande et plus rapide démocratisation du système éducatif oublié depuis longtemps.

Cependant, notre Collectif National a souligné la responsabilité de l'Unef à tous les niveaux dans l'exploration de toutes les possibilités de négociations et ce, sans nourrir d'illusions.

Cela a été le sens des demandes d'entrevue du Bureau National aux différents Ministères de tutelle des Universités, au Premier Ministre, en acceptant une rencontre au Cabinet de la Présidence de la République.

De la Rencontre à l'Élysée, où nous avons été reçus par le Conseiller Technique du Président de la République et de l'entrevue au Cabinet du Premier Ministre, nous avons dégager trois enseignements.

Le premier, c'est la confirmation et la poursuite par le Gouvernement de sa politique, sans la moindre inflexion. Les revendications satisfaites sont celles du CNPF avec la liberté des prix industriels, celles de SAUNIER-SÉITÉ avec le blocage des inscriptions à l'entrée de l'Université, pour ne prendre que ces exemples.

Le deuxième enseignement est que le Gouvernement est conscient de la résistance que sont susceptibles de lui opposer les étudiants, d'autant plus qu'il reconnaît dans les faits le rôle de l'Unef dans cette capacité de rassemblement et d'action. Pour ces raisons, et parce que les élections sont passées, les représentants du Gouvernement nous ont répété leur volonté de parler plus avec les étudiants. Dans la plupart des cas, il ne nous ont proposé qu'une « information » ou une « concertation », leur politique n'étant pas négociable. Le Directeur du Cabinet de M. D'ORNANO, sur ce point, a été très clair.

Le troisième enseignement est donc que l'ouverture tant proclamée est à peine un

interstice et que c'est par l'action des étudiants que nous préserverons la possibilité de la négociation, que nous contraindrons le Gouvernement à reculer. L'engagement, auprès de nos délégations, du Ministère de l'Environnement, de valider l'année universitaire dans toutes les unités pédagogiques en est un exemple concret.

Le dernier en date est le recul de SAUNIER-SÉITÉ qui, après 25 mois de refus répétés, accepte de recevoir une délégation de l'Unef. Madame Le Ministre sauve l'honneur, bien mal en point déjà, puisque c'est son Directeur de Cabinet qui nous recevra le 20 Juin, à 17 h.

Pierre QUAY-THÉVENON.

18 MAI - Rencontre à l'Élysée :

Pierre QUAY-THÉVENON, Secrétaire Général, Françoise COUX et Paul ROBEL du Bureau National reçus par le Conseiller du Président de la République pour les questions de l'Éducation.

1er JUIN - Rencontre à Matignon :

Pierre QUAY-THÉVENON, Secrétaire Général, Christine CASTEJON, Pierre SEBAHOUN, Secrétaires Nationaux reçus par un membre du Cabinet du Premier Ministre.

5 JUIN - Rencontre au Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie :

Didier SEBAN, Secrétaire National, Françoise MESLIAND du Bureau National, reçus par le Directeur de Cabinet de M. D'ORNANO.

20 JUIN - Rencontre au Ministère de la Santé.

20 JUIN - Rencontre au Ministère des Universités.

JUIN (date non arrêtée) - Rencontre au Secrétariat de la Jeunesse et des Sports.

Le dernier Collectif National de l'UNEF (réunion des Présidents d'Associations Générales et des Responsables à l'Organisation) a dressé et analysé un premier bilan des actions qui, dans la dernière période, se sont soldées par des succès.

Beaucoup, bien sûr, concernent les examens, puisque c'est pour nous tous une préoccupation première pendant les mois de Mai et Juin : visiblement, la manière scandaleuse dont se passent les épreuves suscite de plus en plus de réactions dans les amphes, de plus en plus d'interventions de nos élus dans les Conseils :

- Relèvement des notes dans une UER à Brest ou Toulouse,
- Obtention de la double correction en Sciences Éco. à Lille,
- Abrogation des interro-surprise en Sciences Éco. à Caen,
- Maintien de postes qui devaient être supprimés en PCEM 1 à Bordeaux Médecine,
- Allègement de programmes à Toulouse en Histoire, et moyennes relevées en Sciences Sociales,

autant d'exemples choisis pour leur diversité. Avec tous les autres que nous ne pouvons citer (sur les notes, l'anonymat, éliminations, le calendrier des épreuves, ...) ils permettent dès cette année à des milliers d'étudiants de franchir un obstacle dans la poursuite de leurs études.

Dans quelques villes, ce sont des modifications importantes que nous avons gagnées pour l'année prochaine :

- à Tolbiac Paris I, en Histoire, les étudiants salariés recevront des sujets d'expo et de partiels que des enseignants corrigeront par correspondance. Les étudiants partici-

peront à des commissions pédagogiques.

- En Sciences Sociales, à Toulouse, des TD supplémentaires vont être créés.
- A Reims-Sciences, un centre de polys gratuits va être créé.

Dans de plus en plus d'UER nous avons fait entendre notre voix parce que la vie à l'Université devient insupportable.

Insupportable, la sélection féroce aux examens, mais insupportable aussi, le climat des Facs et nous avons gagné à Lille ou à Reims la création de cafétérias, à Bordeaux la création d'un deuxième ciné-club.

Insupportable la rigidité administrative, et à Tolbiac nous avons permis à 80 étudiants de retirer leur dossier de bourses après le délai.

Insupportable la pénurie dans les Facs, et à Paris XIII nous avons arraché la moitié de la rallonge réclamée.

Et l'année n'est pas terminée. Partout en ce moment se déroulent les oraux et commence la procédure des inscriptions.

Alors, partout où se pose un problème individuel ou collectif, tu peux demander à l'élue (e) de l'UER d'intervenir dans le Conseil. Tu peux toi-même appeler les étudiants à signer une pétition ou à participer à une délégation pour exiger le règlement de tel problème, le respect de tel droit.

L'expérience prouve qu'il est difficile de rester sourd quand tout un amphi, avec son porte-parole élu (e) veut se faire entendre

Christine CASTEJON.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Bureau National de l'UNEF affirme sa solidarité avec la lutte des travailleurs des usines Renault, notamment avec les travailleurs de Cléon et Flins en grève.

Il exprime son total soutien à l'exigence des organisations syndicales de travailleurs de Renault que les négociations s'engagent immédiatement sur les revendications posées par les travailleurs ; aux ouvriers et ouvrières de Boussac dans leur action contre le démantèlement et à l'ensemble des travailleurs en lutte.

Ces luttes pour le pouvoir d'achat, pour l'emploi, pour la défense des libertés montrent qu'une seule voie est possible : L'ACTION.

A l'Université, l'aggravation de la politique de sélection sociale, d'austérité, d'atteintes aux libertés du Gouvernement BARRE et de SAUNIER-SÉITE nous le confirme particulièrement.

10 ans après 1968, cela souligne la convergence des luttes entre les travailleurs et les étudiants.

Aussi, le Bureau National de l'UNEF appelle toutes ses Associations Générales, tous ses Comités à développer l'action des étudiants et à multiplier localement les initiatives de solidarité avec les travailleurs en lutte.

Paris, le 2 Juin 1978.

THESES MEMOIRES

TETRAPOLY

le service édition de l'UNEF

prix coopérative étudiante

travail rapide et soigné

2 exemples de prix : Comparez !

Thèse 50 pages en 50 exemplaires :
475 F. Tout compris *

Thèse 50 pages en 12 exemplaires :
209 F. Tout compris *

*dactylographie en supplément.

TETRAPOLY — CEF

25, rue Bouret 75019 PARIS
Tél : 209.02.50

COMMUNIQUE DE PRESSE

18 femmes appartenant à l'Association des familles de prisonniers politiques « disparus » au Chili ont entrepris une grève de la faim le vendredi 26 Mai, dans le local de l'Eglise St Paul du Marais, 7 rue de Lyon à Paris.

Une délégation du Bureau National de l'UNEF, conduite par Jean-Luc MANO, Président de l'UNEF, et Michel LEBRET, Secrétaire International, s'est rendue Lundi 19 Mai à l'Eglise St Paul du Marais, pour réaffirmer à cette occasion la solidarité des étudiants de France avec les démocrates chiliens en lutte.

Le Bureau National de l'UNEF enverra une délégation à la manifestation organisée le 30 Mai qui se rendra à l'Ambassade du Chili pour exiger des autorités françaises qu'elles interviennent auprès des autorités compétentes, pour que l'éclaircissement soit fait sur la situation des prisonniers « disparus ».

Paris, le 29 Mai 1978.

DES MAINTENANT

PENSEZ A VOS VACANCES

avec V.T.U., association Loi 1901
créée par l'UNEF pour les vacances des étudiants

vous pouvez partir

Des prix sans surprise qui vous surprendront

Les vacances sont un besoin et un droit.
Nous nous efforçons d'y répondre.

QUELQUES EXEMPLES :

3 semaines

Bulgarie : 2215 F.
Irlande : 1600 F.

Les Charters A.R.

2 semaines

U.R.S.S. : 2100 F.
Grèce : 2290 F.
Corse : 995 F.
Turquie : 2240 F.

Montréal : 1610 F.
New-York : 1531 F.
Mexico : 2640 F.
Dublin : 550 F.
Athènes : 790 F.
Palma : 520 F.

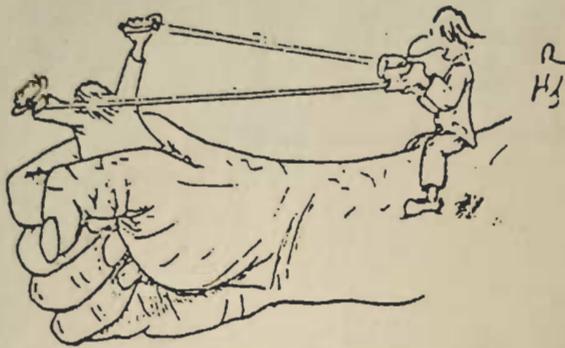
Pour tous renseignements :

V.T.U. 3, Place Paul Painlevé 75005 PARIS
Tél : 329.50.57

IPES

Le Ministère de l'Éducation maintient son silence sur le concours IPES 1978. Cela équivaut à la suppression de ce concours pour la présente session. Le SNESup, le SNES, le SNPEN, le SNEP et l'UNEF sont intervenus ces jours-ci auprès de tous les services concernés. Une conférence de presse commune a été tenue le jeudi 25 mai au siège du SNES.

Une lettre émanant des conseillers de M. Beullac déclare actuellement que les étudiants en cours d'IPES poursuivront l'an prochain et qu'ils pourront comme par le passé avoir une quatrième année (25 % de la promotion) pour préparer l'agrégation. Mais des menaces sérieuses demeurent.



DECLARATION COMMUNE SNESup - UNEF

L'UNEF et le SNESup ont été à la tête de la lutte des étudiants et des enseignants contre la réforme du 2ème cycle au printemps 1976.

Pendant toute l'année universitaire 76/77 dans les UER, les Universités, au CNESER, les actions menées ont permis de maintenir et de consolider les acquis obtenus.

Au lendemain du dépôt des demandes d'habilitation par les universités, de la discussion par le CNESER des demandes d'habilitation de licences et de maîtrises, au moment où s'engagent les navettes entre Ministère et Universités, l'UNEF et le SNESup estiment nécessaire de faire le point des convergences d'analyse entre leurs deux organisations, pour aboutir à un développement de l'action intersyndicale.

I - SECONDS CYCLES : QU'EN EST-ON ?

a) Les projets initiaux du gouvernement étaient clairs.

- Redéploiement des enseignements de 2ème cycle par la mise en cause des formations fondamentales et leur remplacement par des enseignements faussement professionnels adaptés aux objectifs à courte vue du patronat.
- Multiplication des barrages destinés à éliminer les étudiants, à aggraver la sélection sociale (passage DEUG-Licence et Licence-Maîtrise, avec suppression des 4/5, licence diplôme terminal, entrée sur dossier en maîtrise, etc...).

b) Les luttes menées sous toutes les formes de 75 à 77 ont contraint le gouvernement à reculer.

- La réforme du 2ème cycle a été vidée de son contenu le plus nocif. Cependant, le pouvoir ne renonce pas, il tente de revenir sur les acquis qui lui ont été arrachés.
- Si les maquettes nationales (arrêtés du 7 juillet) ont permis de concrétiser certains des acquis, certaines d'entre elles sont inacceptables et elles demandent toutes à être rediscutées.

Il faut donc poursuivre l'action.

II - SECONDS CYCLES : LES AXES DE LUTTE.

a) Lutte pour préserver et amplifier les acquis et tout particulièrement

- caractère national des diplômes,
- passage automatique de la licence à la maîtrise, y compris pour les étudiants détenant 2/3 des U. V. de licence,
- ouverture de navettes Ministère-CNESER-Universités,
- maintien en octobre 1979 des enseignements dont l'habilitation ou le renouvellement auraient été refusés ou pas demandés.

b) Rediscussion de toutes les maquettes.

Dans la plupart des cas, l'élaboration s'est faite de façon totalement antidémocratique sous l'égide du groupe Ministère-Syndicat Autonome-CLEF.

- L'UNEF et le SNESup exigent que toutes les maquettes soient rediscutées démocratiquement sur la base d'une large consultation des enseignants et des étudiants, des vœux des conseils d'UER et d'Université, en tenant compte des propositions des Présidents d'Universités, des sections du CCU, du CNESER, des organisations syndicales des enseignants et de l'UNEF.

Cela impose en particulier une composition nouvelle des Groupes d'Études Techniques.

- la discussion démocratique des maquettes des diplômes de 2ème cycle (arrêtés nationaux) dans les disciplines où elles n'existent pas encore (biologie, physiologie, sciences économiques, sociologie, psychologie, sciences de l'éducation, for-

mations nouvelles à créer, ...) et la sortie des maquettes nationales de 2ème année (maîtrise) là où n'ont été publiées que les maquettes nationales de 1ère année (licence).

Ces actions ont toute leur place comme étape dans la lutte pour l'abrogation de l'arrêté du 16 janvier 1976 et l'élaboration d'une réforme démocratique du 2ème cycle, intégrée à une réforme démocratique des formations supérieures qui restent les objectifs fondamentaux du SNESup et de l'UNEF.

Tout de suite, lors des navettes, au CNESER, les deux organisations syndicales lutteront :

- contre l'amiettement des diplômes,
- contre le cloisonnement des filières (en particulier entre formations dites fondamentales et celles qui seraient "professionnelles") pour la création de passerelles et d'équivalences,
- contre les mesures sélectives.

c) Lutte pour les moyens.

Dans de nombreux cas, l'adaptation aux maquettes signifie une augmentation du nombre d'heures d'enseignement ; des enseignements nouveaux, de nouvelles filières sont créés.

A chaque demande d'habilitation, lors des navettes, l'UNEF et le SNESup demanderont au Ministère des Universités, les moyens nécessaires en crédits et en postes d'enseignants pour assurer ces enseignements dans de bonnes conditions.

L'UNEF et le SNESup ne toléreront pas que le manque de moyens puisse servir de prétexte pour supprimer des enseignements existants ou refuser la création d'enseignements nouveaux.

III - SUR LES 4/5 DES DEUG.

Là où le DEUG est enseigné par UV, il est fréquent qu'une ou plusieurs d'entre elles, très sélectives forment un véritable barrage à l'acquisition du DEUG.

Les intentions gouvernementales étaient de mettre fin à la règle des 4/5 qui permet à de très nombreux étudiants de poursuivre leurs études en licence.

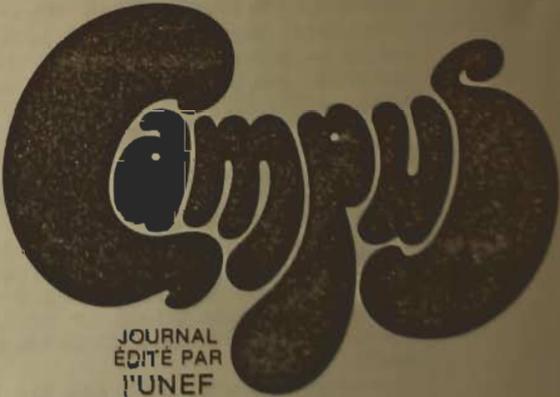
Cependant là aussi des reculs ont été obtenus qui permettent le maintien de cette règle.

L'UNEF et le SNESup demanderont partout que comme par le passé, les étudiants détenant 4/5 du DEUG puissent passer les épreuves de licence dès la session de juin, que les résultats de licence soient "gelés" jusqu'à l'obtention des UV de DEUG manquantes ; ils s'opposeront à toute interprétation restrictive des textes.

L'UNEF et le SNESup décident de multiplier leurs contacts au niveau national afin notamment d'aboutir à une action commune au CNESER lors de la discussion des demandes d'habilitation. Ils décident de créer un groupe de travail intersyndical qui examinera ensemble des maquettes nationales et fera des propositions pour des seconds cycles qui correspondent réellement aux besoins des universitaires et des étudiants, de l'université et du pays.

Ils appellent l'ensemble de leurs sections locales, dans chaque université et dans chaque UER, à se rencontrer afin d'engager une action commune pour la rediscussion des maquettes, pour le maintien des 4/5, l'obtention des moyens nécessaires pour assurer un enseignement de qualité.

Paris, le 3 mai 1978



JOURNAL
ÉDITÉ PAR
l'UNEF

**N'appartient ni à Boussac,
ni à Dassault, ni à Hersant**

C'est votre journal

**Pour assurer sa sortie régulière
abonnez-vous
abonnez vos amis**

| | |
|---|---|
| <p>Je m'abonne à CAMPUS 8 numéros <input type="checkbox"/> 25 F <input type="checkbox"/> 50 F soutien</p> <p>Nom _____ Prénom _____ Adresse _____</p> <p><small>ORDRE à l'ordre de CAMPUS à l'adresse : CAMPUS/UNEF 25 rue Bouffé 75018 Paris</small></p> | <p>Je m'abonne à CAMPUS 8 numéros <input type="checkbox"/> 25 F <input type="checkbox"/> 50 F soutien</p> <p>Nom _____ Prénom _____ Adresse _____</p> <p><small>ORDRE à l'ordre de CAMPUS à l'adresse : CAMPUS/UNEF 25 rue Bouffé 75018 Paris</small></p> |
|---|---|

Rencontre des élus de l'UNEF

L'UNEF organise les 16 et 17 juin une rencontre nationale de ses responsables de comité et de ses élus.

Durant ces deux journées — qui se dérouleront à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière, les responsables et élus étudiants débattront « des perspectives immédiates » de leur syndicat.

La situation actuelle, après les élections législatives, les mesures autoritaires pesant sur les étudiants étrangers, la limitation des inscriptions dans les universités, la dégradation des conditions de vie et d'étude

sont quelques-uns des thèmes qui seront abordés les 16 et 17 juin. Mais les étudiants de l'UNEF discuteront également de la politique étrangère de la France et de la préparation du festival des jeunes et des étudiants de Cuba.

D'autre part, le 17 juin de 18 à 24 heures se tiendront les six heures de « Campus », le journal de l'UNEF, consacrées à « mai 1968 » et les enseignements, aux relations étudiants - enseignants - travailleurs. Ces six heures seront clôturées par un gala avec Claude Nougaro.

Dix ans après 68...

L'UNEF fait le bilan

L'UNEF organise, vendredi et samedi, à Paris (à la Pitié-Salpêtrière) une rencontre nationale de ses responsables de comités et de ses élus.

Vendredi soir, un gala — à la Sorbonne — accueillera Claude Nougaro dans la partie artistique. Auparavant, plusieurs débats permettront aux étudiants de discuter de mai 1968 et de ses retombées « 10 ans après ». Des délégations de travailleurs de la région parisienne, des syndicalistes sont attendus.

Ces deux journées doivent permettre à l'UNEF de faire le bilan de l'activité passée et de dégager les perspectives pour les prochains mois, à partir de l'analyse de la situation actuelle.

A ce propos « ce n'est pas dans le syndicat, précise Jean-Luc Mano, président de l'UNEF, que les questions de la responsabilité de l'échec de la gauche doivent être cherchées, même si chacun peut avoir son opinion là-dessus ».

Pour J.-L. Mano, la politique gouvernementale à l'Université se caractérise avant tout par l'aggravation de la sélection (limitation des inscriptions) et l'autoritarisme. L'UNEF révèle que le gouvernement s'appête à autoriser les Œuvres universitaires à augmenter de 3,50 F à 4 F le ticket de restaurant universitaire.

Jean-Luc Mano note que le fait ma-

jeur, depuis dix ans à l'université, est la reconstruction après 1968 d'un puissant syndicat étudiant (aujourd'hui plus de 60.000 adhérents; 12.000 à 13.000 de plus que l'an dernier, et 64 % des voix aux élections universitaires; + 8 % sur 1975).

L'organisation et l'orientation de l'UNEF ont permis, souligne son président, de notables succès.

« Le renforcement de l'UNEF, nous dit Jean-Luc Mano, a dû se faire contre beaucoup de velléités politiques. Depuis dix ans, toutes les tentatives de désunion ont été mises en échec. De nouvelles tentatives sont en cours. Elles se font avec le concours d'organisations trotskystes, comme l'AJS, et d'une partie de la presse, notamment « Le Monde » et « Le Matin » devenus les organes centraux de la division. Et malheureusement, note J.-L. Mano, quelques adhérents du PS prétent leur concours à ces manœuvres. »

Pour le président de l'UNEF, ces tentatives sont vouées à l'échec, comme les précédentes.

Le syndicat étudiant sera reçu au ministère des Universités dans les jours à venir. Ce sera la première rencontre de ce type depuis deux ans. « Le climat de la rentrée universitaire, précise le président de l'UNEF, dépend de l'ouverture de négociations avec le gouvernement. »